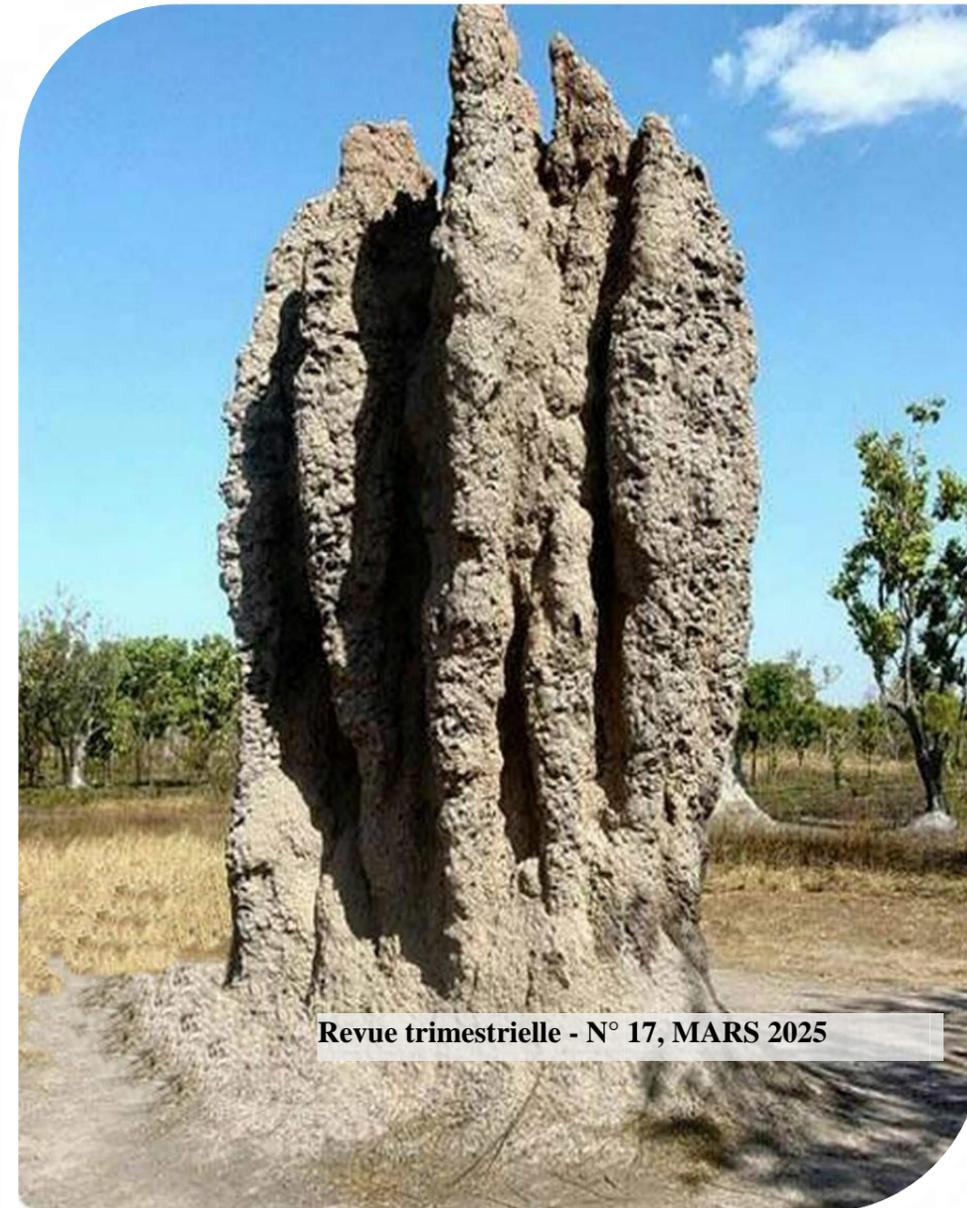


Print ISSN: 2617-4766

E-ISSN: 2617-4774

Đamá Nínau

REVUE INTERDISCIPLINAIRE
LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES



Revue trimestrielle - N° 17, MARS 2025

REVUE TRIMESTRIELLE - N° 17 Đamá Nínau | REVUE INTERDISCIPLINAIRE LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

Mise en page et Impression

IMPRIMERIE ST LOUIS

53, Rue N'ZARA Doulassamé Face Première Eglise Baptiste du TOGO

BP: 61536 / Tel Bureau: (228) 22 22 10 45 / Mobile : (228) 90 12 37 30

E-mail: imprimerie.stlouis@yahoo.fr



SJIFactor - Scientific Journal Impact Factor

E-mail : evaluation@sjifactor.com

Website : <http://sjifactor.com/>

SJIF 2025 = 6.907 (Scientific Journal Impact Factor Value for 2025).

SJIF Impact Factor Evaluation [SJIF 2025 = 6.907]

"Dama Ninao" est une revue scientifique interdisciplinaire qui accepte et publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines. A cet effet, elle s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques. La Revue "Dama Ninao", entendu "L'Entente" en langue kabyè du Nord Togo, est créée dans l'intention de matérialiser la mondialisation ou la globalisation qui s'opère avec l'esprit d'équipe et d'échanges et la désuétude du monde autarcique. Le monde scientifique universitaire ne peut échapper à cet esprit d'équipe qui fonde un creuset où « le fer aiguisé le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité.

La Revue Dama Ninao nous renvoie à la Civilisation de l'Universel du poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, qui prône la porosité des âmes avec l'acceptation de l'autre, de ce qu'il dispose d'utile pour mon avancement : sa civilisation, sa culture, sa langue ... Elle se fonde notamment sur la philosophie de Paul Ricœur qui préconise la perception de Soi-même comme un autre. Considérer soi-même comme un autre aux yeux de l'autre, nous amènerait à faire taire nos distensions et ressentiments afin de redimensionner notre espace, reconstruire notre histoire et notre société.

La Revue Dama Ninao s'est inspirée de la nature. Des insectes en miniature nous produisent de bels chefs-d'œuvre architecturaux, conjuguent leur génie créateur et leur force dans la patience et dans la tolérance. Ils créent des œuvres monumentales qui dépassent l'entendement humain, les termitières. A cet effet, la nature semble nous parler, nous guider, nous instruire dans le silence. Seules ces créations nous interpellent sans autant faire de nous des disciples. Comme la termitière qui, pour la plupart du temps, est une composante de maillons surgissant de la même matière, la Revue Dama Ninao se veut une termitière scientifique dont les enseignants-chercheurs en sont les maillons.

Au confluent de diverses sciences, la Revue Dama Ninao se propose de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM
Université de Lomé

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication et rédacteur en chef :

Professeur TCHASSIM Koutchoukalo, Université de Lomé

Directeur de rédaction :

SILUE Lèfara (Maître de Conférences), Université Félix Houphouët Boigny

Comité Scientifique

Professeur Yaovi AKAKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjona KADANGA, Université de Lomé (Togo), Professeur Xavier GARNIER, Université Paris 3 (France), Professeur Norbert VIGNONDE, Université de Bordeaux (France), Professeur Adama COULIBALY, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Okri Pascal TOSSOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur Mamadou KANDJI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Komla Messan NUBUKPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Amadou LY, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Kazaro TASSOU, Université de Lomé (Togo), Professeur Dotsè YIGBE, Université de Lomé (Togo), Professeur Kodjo AFAGLA, Université de Lomé (Togo), Professeur Alain-Joseph SISSAO, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso), Professeur Komla Essowè ESSIZEWA, Université de Lomé (Togo), Professeur Gneba KOKORA, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Louis OBOU, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), Professeur Ataféi PEWISSI, Université de Lomé (Togo), Professeur Vicente Enrique Montes Nogales, Universidad de Oviedo (Espagne), Professeur Mamadou FAYE, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal), Professeur Akila AHOULI, Université de Lomé.

Comité de lecture

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Université de Lomé (Togo), Professeur Gbati NAPO, Université de Lomé (Togo), Professeur Didier AMELA, Université de Lomé (Togo), Professeur Komi KOUVON, Université de Lomé (Togo), Dr Komi BEGEDOU, Université de Lomé (Togo), Dr Koffi Dodzi NOUVLO, Dr Kpatimbi TYR, Université de Lomé (Togo), Dr Madis KROUMA, Université de Lomé, Professeur Arthur MUKENGE, Université de Rhodes (Afrique du Sud), Professeur Xolali MOUMOUNI-AGBOKE, Université de Lomé (Togo), Dr Anoumou AMEKUDJI, Université de Lomé (Togo), Professeur Raphaël YEBOU, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Professeur PERE-KEZIMA, Université de Lomé.

Comité de rédaction

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM, Docteur Wonouvo GNAGNON (Assistant), Docteur DOUHADJI Kossi, Université de Lomé.

Contact : revuedamaninao@gmail.com

Site Internet de la Revue Dama Ninao : <https://revuedamaninao.net/>

LIGNE EDITORIALE DE LA REVUE DAMA NINAO

Dama Ninao est une revue scientifique internationale. Dans cette perspective, les textes que nous acceptons en français ou anglais sont sélectionnés par le comité scientifique et de lecture en raison de leur originalité, des intérêts qu'ils présentent aux plans africain et international et de leur rigueur scientifique. Les articles que notre revue publie doivent respecter les normes éditoriales suivantes :

La taille des articles

Volume : 10 à 15 pages ; interligne 1.5, police 12 pour le corps du texte et les courtes citations ; police 11 pour les longues citations, Times New Roman, les références des citations doivent être incorporées dans le texte. Exemple : Guy Rocher (1968, p. 29), pas de référence en foot-notes à l'exception de quelques commentaires.

Ordre logique du texte

- Un **TITRE** en caractère d'imprimerie et en gras. Le titre ne doit pas être trop long ;
- **Nom et prénom(s)** du contributeur ou des contributeurs, **nom de l'institution** d'appartenance, **adresse mail**
- Un **Résumé (Abstract)** de 8 lignes en français et anglais, en interligne simple, suivi de 6 **Mots clés (Key words)**
- Une **Introduction** : elle doit avoir une problématique, une méthode et une structure.
- Un **Développement** : les articulations du développement du texte doivent-être titrées comme suit :

1-Pour le **Titre** de la première section

1-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

1-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

2- Pour le **Titre** de la deuxième section

2-1-Pour le **Titre** de la première sous-section

2-2- Pour le **Titre** de la deuxième sous-section

3- Pour le **Titre** de la troisième section (si l'auteur de l'article le souhaite)

-Une **Conclusion** : elle doit être courte, précise et concise en mettant en relief l'authenticité des résultats de la recherche.

-**Bibliographie** (Mentionner uniquement les auteurs cités)

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur. Exemples :

- AMIN Samir (1996), *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.
- BERGER Gaston (1967), *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.
- DIAGNE Souleymane Bachir (2003), « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenes*, 202, p. 145-151. (Pour les articles).

Typographie française

- La Revue Dama Ninao s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.
- Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations...

Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffre romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre précis et une source. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

Soumission des manuscrits

Tous les manuscrits doivent être soumis uniquement par voie électronique à l'adresse suivante : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net. Tous les échanges entre le secrétariat de la revue et l'auteur se feront uniquement par internet, il importe donc de fournir un mail actif que l'auteur consulte très régulièrement et d'envoyer toutes les informations relatives au processus de publication des articles uniquement par mail. Les frais d'instruction de l'article sont de **20000f** payables immédiatement au moment de l'envoi de l'article. À l'issue de l'instruction, si l'article est retenu, l'auteur paie les frais d'insertion qui s'élèvent à **30.000f**. Les frais d'instruction et d'insertion s'élèvent donc à **50.000f** payables par transfert, frais de

transfert y compris. Le paiement des frais d'insertion donne droit à un tiré à part. Si un auteur achète un exemplaire, les frais d'envoi sont à sa charge. Les frais de gravure des clichés, des schémas et l'expédition des tirés à part (pour ceux qui voudraient les avoir par la poste) sont à la charge des auteurs. La Revue Dama Ninao paraît trimestriellement. Toute soumission doit parvenir au secrétariat de la rédaction un mois voire deux semaines (délai de rigueur) avant la publication du numéro dans lequel l'article pourra être inséré. Pour toute information, envoyez un mail à : revuedamaninao@gmail.com/infos@revuedamaninao.net ou visitez le site de la revue : www.revuedamaninao.net.

Evaluation par les pairs

Les instructeurs à qui la revue affecte les articles de leur spécialité, doivent les lire avec rigueur, rejeter tout article dont le contenu est en inadéquation avec le titre et/ou dont le raisonnement n'offre pas une qualité scientifique, faire des propositions pour l'amélioration dudit article, renvoyer l'auteur de l'article à la ligne éditoriale de la revue au cas où elle n'est pas respectée. Ils se doivent notamment de vérifier, par le biais d'internet, si le même article n'est pas déjà publié dans une revue en ligne.

Objectifs et portée

La revue Dama Ninao, de par son nom qui signifie « entente », a pour objectifs :

- de matérialiser le monde universitaire qui est un creuset où « le fer aiguise le fer », les échanges se croisent, puis s'entremêlent pour aboutir à une reconstruction des connaissances scientifiques individuelles dans la collectivité ;
- de promouvoir la recherche scientifique et universitaire en impulsant le dialogue interdisciplinaire, le dialogue entre divers champs disciplinaires et divers contributeurs du monde universitaire.

La revue Dama Ninao a une portée scientifique et sociale. A cet effet, elle publie tous les articles relevant des Lettres, Arts et Sciences Humaines et s'intéresse aux études et théories littéraires, linguistiques, sociologiques, philosophiques, anthropologiques et historico-géographiques sur appel à contribution thématique (colloque) ou varia. Elle est un espace de rencontre, de construction et de reconstruction des réseaux relationnels et scientifiques.

Professeur Koutchoukalo TCHASSIM

Université de Lomé

SOMMAIRE

1. **DIDACTIQUE DE L'ELOGE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TCHADIEN ET SON IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ARGUMENTATIVES/EXPRESSIVES DES ELEVES p. 9-25**
HINFIENE Kebkiba, Université de Pala (Tchad)
DAGUE Abraham, Cabinet d'Études (Tchad)
2. **LES RADIODIFFUSIONS LOCALES ET LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE DURABLE AU TOGO ----- p. 26-42**
GNASSEMBE Adri Dibaba M., Université de Lomé (Togo)
NAPO Gbati, Université de Lomé (Togo)
DJANGBEDJA Minkilabe, Université de Lomé (Togo)
3. **LA BATAILLE DU LOKLIN ET LA MISE EN SERVITUDE DES VAINCUS DANS LE TAKPININ (AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE) (1890-1914)----- p. 43-64**
VIDO Agossou Arthur, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
COULIBALY Dognima Lassina, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)
4. **DE L'HISTORIQUE DANS LE ROMANESQUE : L'EXEMPLE DE ROMOLA, OU LE REVE INACHEVÉ DE GEORGE ELIOT ----- p. 65-79**
IBOURAHIMA BORO Alidou Razakou, Université de Parakou (Bénin)
SEGUEDEME Hergie Alexis, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
5. **ACCES A L'EDUCATION PRESCOLAIRE CHEZ LES ENFANTS EN MILIEU RURAL AU MALI : DEFIS ET ENJEUX ----- p. 80-95**
Dr Bassy KANOUTE, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB) (Mali)
6. **MUTATIONS SOCIO-SPATIALES ET ENVIRONNEMENTALES DANS LA COMMUNE DE BONDOUKOU (NORD-EST, CÔTE D'IVOIRE): UNE ENTORSE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE-----p. 96-115**
DIARRASSOUBA Bazoumana, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
SECREDOU Kouakou Kra Romaric, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

- 7. MECANISMES SOCIOCOGNITIFS DE L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE ET RECHERCHE D'EMPLOI DES DIPLOMES DE L'UNIVERSITE DE DOUALA ----- p. 116-137**
DOUANLA Djiala Adéline Merlyne, Université de Douala, (Cameroun)
COMMANDE Bayaba Schadrac, Université de Douala, (Cameroun)
- 8. ANÁLISIS SEMÁNTICO-PRAGMÁTICO DE LA PALABRA «PERDÓN» EN BAOLÉ, LENGUA KWA DE COSTA DE MARFIL ----- p.138-151**
KOUAME Fréjuss Yafessou, Université Alassane Ouattara de Bouaké (Côte d'Ivoire)
- 9. DETERMINANTS ET EFFETS DU PARRAINAGE SUR LES PERFORMANCES SCOLAIRES DES ECOLIERS DES COMMUNAUTES AGRO-PASTORALES DE NIKKI AU NORD-BENIN ----- p. 152-179**
DJOHY Georges, Université de Parakou (Bénin)
- 10. PESANTEURS SOCIOCULTURELLES ET FREQUENTATION DES MUSEES EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DU MUSEE DES CIVILISATIONS DE CÔTE D'IVOIRE ----- p. 180-195**
OUATTARA Gnouobere Affou, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC), (Côte d'Ivoire)
DALLY Jean François, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC), (Côte d'Ivoire)
- 11. INVESTIGATING THE CAUSES AND MANAGEMENT OF INDISCIPLINE ACTS AMONG SECONDARY SCHOOL STUDENTS IN BENIN: A CASE STUDY OF CEG TANKPÈ AND CEG HOUÈTO IN ABOMEY-CALAVI ----- p. 196-215**
SAKPOLIBA Goudjinou Innocent, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
EZIN Ohô Emmanuel, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
- 12. COMMUNICATION CITOYENNE ET GESTION DURABLE DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET D'ASSAINISSEMENT EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA VILLE DE BOUAKÉ ----- p. 216-237**
KPANGBA Boni Hyacinthe, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
KOFFI Yao Maurice, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
KODJO Béné Marie-Ange Christel, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

13. **LES FESTIVALS : OUTIL DE VALORISATION DU PATRIMOINE ET D'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE DANS DISTRICT AUTONÔME DES MONTAGNES (CÔTE D'IVOIRE)**----- p. 238-252
OUATTARA Djamanatigui, Université de San Pedro (Côte d'Ivoire)
14. **CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET TRAITS DE PERSONNALITE DES ADOLESCENTS SOUFFRANT DU TROUBLE DU JEU VIDEO A LOME AU TOGO** ----- p. 253-270
DEKPO-KPONKOU Josiane A., Université de Lomé (Togo)
BAWA Ibn Habib, Université de Lomé (Togo)
KPASSAGOU L. Bassantéa, Université de Lomé (Togo)
15. **ANALYSE SEMIOTIQUE DU LOGO DE L'ALLIANCE DES ETATS DU SAHEL (AES)**----- p. 271-292
BEREMWIDOUYOU Issouf, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)
16. **INTERNET COULLISSE DE L'ANONYMAT : LES STRATEGIES POUR S'EXPRIMER LIBREMENT** ----- p. 293-308
MBONDZI Jeannette Yolande, Université Omar Bongo (Gabon)
17. **FROM SELFHOOD TO SURVIVAL: POSTCOLONIAL REFLECTIONS ON PAUL LAURENCE DUNBAR'S "WE WEAR THE MASK"** ----- p. 309-322
BEGEDOU Komi, Université de Lomé (Togo)
18. **DE L'ECRITURE POSTCOLONIALE DANS L'ŒUVRE DE MOHAMMED DIB : POUR UNE SUBVERSION DES SCHEMES NARRATIFS**----- p. 323-341
DOUKOURE Madja Odile, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
19. **LE FESTIVAL SAINT PIERRE DE SAN PEDRO : ENTRE VALORISATION TOURISTIQUE ET VOLONTE DE CONJURATION DE LA « MALEDICTION » DU PROPHETE HARRIS** ----- p. 342-364
YEO Mamadou, Université Polytechnique de San Pedro (Côte d'Ivoire)
SAGNON Ibrahima, Université Polytechnique de San Pedro (Côte d'Ivoire)
OUATTARA Aboubacar Adama, Université Polytechnique de San Pedro (Côte d'Ivoire)
20. **LA CRISE DU DIALOGUE ET DES REPLIQUES DANS LE THEATRE CONTEMPORAIN : L'EXEMPLE DE LA REINE ET LA MONTAGNE DE MAURICE BANDAMA ET DE RAMSES II, LE NEGRE DE THIAM**
ABDOUL KARIM ----- p. 365-381

- BOMBOH BOMBOH** Maxime, Ecole supérieure de théâtre, cinéma et l'audio-visuel, (Côte d'Ivoire)
- 21. LA CHUTE DE MOUAMMAR KADHAFI ET L'EXPANSION DU TERRORISME EN AFRIQUE DE L'OUEST (2011-2023)----- p. 382-401**
SILUE Nahoua Karim, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 22. L'IMMIGRATION DANS *DESTIN DE CLANDESTINS : JEUX ET ENJEUX D'UNE HYBRIDITE SPECIFIQUE* ----- p. 402-418**
KANON Nancy Mireille, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 23. LA POÉTISATION DU SILENCE CHEZ MICHEL DEGUY OU LA FABRIQUE D'UNE SIGNIFIANCE DU VIDE DANS DONNANT DONNANT ----- p. 419-436**
KOUASSI Oswald Hermann, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 24. CIRCUITS DE DISTRIBUTION DE POISSONS PAR LES FEMMES A N'DJAMENA (TCHAD)----- p. 437-458**
MAHAMAT Bello Yaro, Université de N'Djaména (Tchad)
Dr MADJIGOTO Robert, Université de N'Djaména (Tchad)
- 25. LE TOHOUROU BÉTÉ : ENTRE MUSICALITÉ ET THÉÂTRALITÉ----- p. 459-476**
MABA Tagbo Victo, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC), (Côte d'Ivoire)
ATTOUNGBRÉ Kouadio Félix, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC), (Côte d'Ivoire)
- 26. LA BIOÉTHIQUE Á L'EPREUVE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN AFRIQUE ? ----- p. 477-493**
TANOH Yoman Alexandre, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 27. INFLUENCE DES STRATEGIES D'APPRENTISSAGE DES ELEVES ATTEINTS DE HANDICAP MOTEUR SUR LES PERFORMANCES SCOLAIRES : CAS DES ELEVES DE 3^E INSCRITS AU COLLEGE BESSIEUX DE LIBREVILLE-GABON ----- p. 494-510**
YEKE PENDI Ulrich Ariel, Université Omar Bongo (Gabon)
NTSAME MBA Flora, Université Omar Bongo (Gabon)
BOULINGUI Ninon-Léa, Université Omar Bongo (Gabon)

- 28. LE CORPS HUMAIN : UN MYSTÈRE CACHÉ DE L'ÉTERNITÉ -- p. 511-526**
VAÏDJIKÉ Dieudonné, Université de N'Djamena (Tchad)
VOUNSOUNA Thomas Henri, Université de N'Djamena (Tchad)
- 29. DU ROMAN AFRICAÏN FRANCOPHONE COLONIAL AU ROMAN AFRICAÏN FRANCOPHONE POSTCOLONIAL : LES TRAJECTOIRES D'UN GENRE (DÉS)OCCIDENTALISÉ ----- p. 527-545**
GNAGNON Wonouvo Kossi, Université de Lomé (Togo)
- 30. CAMEL DE HENRI DUPARC, UN SYSTEME METAPHORIQUE PROLEPTIQUE----- p. 546-564**
N'DRI Yao, Université Félix Houphouët-Boigny, (Côte d'Ivoire)
OUE Gonseu Casimir, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (Côte d'Ivoire)
- 31. LA DIALECTIQUE DANS LA PAROLE LIBATOIRE CHEZ LES BAOUÉ : TYPOLOGIE, FONCTIONNALITÉ ET IDÉOLOGIE ----- p. 565-582**
N'GORAN Kouassi Honoré, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
- 32. PERCEPTIONS PSYCHOSOCIOLOGIQUES DE L'UNIFORME SCOLAIRE CHEZ LES ELEVES DU DISTRICT D'ABIDJAN ----- p. 583-600**
N'CHO Yéby Ignace, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (Côte d'Ivoire)
NYWLE Tintéou Olivier, Ecole Normale Supérieure (ENS), (Côte d'Ivoire)
- 33. MUSEES ET IDENTITE NATIONALE : LE CAS DU BENIN ----- p. 601-621**
KODOWOU Dodji Yohanès, Université de Lomé (Togo)
TANAÏ Aboubakar, Université de Lomé (Togo)

**COMMUNICATION CITOYENNE ET GESTION DURABLE DES
INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET D'ASSAINISSEMENT EN CÔTE
D'IVOIRE : CAS DE LA VILLE DE BOUAKÉ**

**Boni Hyacinthe KPANGBA, Enseignant-chercheur en science de la
communication à l'Université Alassane Ouattara,
bonihyacinthe@gmail.com**

**Yao Maurice KOFFI, Université Alassane Ouattara,
koffiyaomaurice@gmail.com**

**Bénié Marie-Ange Christel KODJO, doctorante à Université Alassane
Ouattara, kangechristel@gmail.com**

Résumé : La ville de Bouaké, en Côte d'Ivoire, fait face à d'importants défis en matière de gestion durable des infrastructures routières et d'assainissement. Malgré les investissements réalisés, la pérennité de ces équipements est compromise par des comportements non éco-responsables, une faible implication citoyenne et une communication institutionnelle inefficace. Cet article explore le rôle de la communication citoyenne comme levier d'amélioration dans ce domaine. À partir d'une démarche méthodologique mixte, combinant enquêtes qualitatives et quantitatives auprès de 150 personnes issues de différents quartiers et institutions, l'étude met en évidence une méconnaissance des mécanismes d'entretien, des pratiques inadaptées et une perception de la gestion comme relevant uniquement de l'État. Les résultats révèlent également l'usage limité des canaux participatifs et la méfiance envers les autorités. L'article propose ainsi une stratégie de communication participative, fondée sur l'inclusion, la transparence et des actions adaptées aux réalités locales, pour renforcer l'engagement citoyen et garantir la durabilité des infrastructures.

Mots clés : Communication citoyenne, gestion durable, infrastructures routières, participation citoyenne, sensibilisation.

Abstract : The city of Bouaké, Côte d'Ivoire, faces significant challenges in the sustainable management of road and sanitation infrastructure. Despite investments, the sustainability of these facilities is compromised by non-eco-responsible behaviors, low citizen engagement, and ineffective institutional communication. This article explores the role of citizen communication as a lever for improvement in this area. Using a mixed-method approach, combining qualitative and quantitative surveys with 150 people from different neighborhoods and institutions, the study highlights a lack of understanding of maintenance mechanisms, inappropriate practices, and a perception of management as the sole responsibility of the state. The results also reveal the limited use of participatory channels and distrust of authorities. The article thus proposes a participatory communication strategy, based on inclusion,

transparency, and actions adapted to local realities, to strengthen citizen engagement and ensure the sustainability of infrastructure.

Keywords : Citizen communication, sustainable management, road infrastructure, citizen participation, awareness raising.

Introduction

La gestion durable des infrastructures représente un défi majeur pour les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne. Selon les études de Léo Holtz et Heitzig (2021), la densité des routes en Afrique est très faible, avec seulement 7 km de routes pour 100 Km², bien en dessous de l'Asie et de l'Amérique latine. Les travaux de (Malick Sané, 2017, p.55) soutiennent également que « le transport routier est le mode de transport motorisé dominant en Afrique, représentant 80 % du trafic de marchandises et 90 % du trafic de passagers sur le continent. La densité routière reste très faible environ 7 km/100 km² avec 40 % des routes en mauvais état ». Ces constats mettent en lumière les défis infrastructurels dans le transport routier en Afrique et principalement dans les zones subsahariennes. Ces défis restent marqués par une forte dépendance aux routes, une couverture insuffisante et en mauvais état.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement est passé de 6500 km bitumés en 2011 à 8100 km en 2024. Bien que des efforts considérables aient été déployés pour moderniser les infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'assainissement et des routes, la pérennité de ces projets reste incertaine. Le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 prévoit des investissements massifs estimés à 59 000 milliards de FCFA pour moderniser les infrastructures du pays (Gouvernement ivoirien, 2022). Cependant, la gestion à long terme de ces projets reste insuffisante, avec un suivi et un entretien souvent défaillant. Selon la Banque mondiale (2020), les pays en développement perdent jusqu'à 2 % de leur PIB en raison de défaillances dans la gestion des infrastructures, soulignant ainsi les lourdes conséquences économiques de cette problématique. La situation à Bouaké, ville en pleine expansion comptant

832 371 habitants en décembre 2021 (RGPH, 2021), reflète bien les défis auxquels font face les infrastructures urbaines dans un contexte de croissance démographique rapide. Cette urbanisation accélérée génère une demande croissante en infrastructures de transport, d'assainissement et d'approvisionnement en eau. Cependant, ces besoins restent souvent mal satisfaits en raison de l'insuffisance des ressources humaines et financières, ce qui constitue un obstacle majeur à une gestion durable (Organisation mondiale de la santé, 2014).

Au-delà des constats techniques observés plus haut sur les routes, une réalité mérite d'être analysée autour de l'articulation entre infrastructures matérielles et systèmes de communication.

Ainsi, la gestion des infrastructures s'inscrit dans un double défi : celui des contraintes matérielles (financement, entretien) et celui de l'appropriation citoyenne. Comme le souligne Habermas à propos de l'espace public, la participation effective des citoyens exige des modes de communication qui transcendent la simple transmission d'information pour favoriser le dialogue et l'appropriation (Marc Lits, 2014). Cependant, à Bouaké, la pérennité des infrastructures reste menacée par des pratiques non responsables et une communication institutionnelle inefficace et à sens unique que Kra (2024) nomme de « communication institutionnelle unidirectionnelle ». Ce constat interroge les limites d'une approche simpliste technique et penche pour une analyse qui tire son ancrage des sciences de l'information et de la communication, en particulier la prise en compte des travaux de Guy Bessette (1996) sur la communication participative. Dès lors, de quelle manière la communication citoyenne peut-elle transformer les pratiques, tout en dépassant les écueils d'un déterminisme communicationnel dans une ville en développement comme Bouaké ?

L'objectif de cet article est d'identifier et d'analyser les connaissances, les attitudes et les pratiques freinant la gestion durable des infrastructures à Bouaké, en proposant des stratégies de communication participative pour renforcer l'engagement citoyen et les pratiques éco-responsables.

Afin d'identifier de manière précise les obstacles liés à l'engagement des citoyens dans la gestion durable des infrastructures routières à Bouaké, cette étude s'appuie sur une approche méthodologique mixte, combinant des enquêtes qualitatives et quantitatives auprès des habitants et des acteurs locaux.

1- Référentiel théorique : de la théorie de la communication participative à la communication citoyenne

1-1-La théorie de la communication participative

La communication participative est un paradigme qui repose sur l'implication effective des populations dans les activités de communication et dans le processus décisionnel dans une optique de développement soutenable. Cette approche soutient que les citoyens ne doivent pas être de simples destinataires de messages mais des acteurs actifs et permanents de la conception à la mise en œuvre des projets de développement. Dans le contexte du développement en Afrique occidentale, cette théorie a été développée par Guy Bessette et Céline Rajasunderam dans les années 90 (1996). Elle est basée sur l'approche de développement endogène et durable. En effet, pour ce postulat, le rôle des citoyens est indispensable pour assurer et garantir la réussite des actions de développement (Bessette et Rajasunderam, 1996, p. 12).

Les concepts clés de cette théorie reposent sur la participation citoyenne, le dialogue bidirectionnel, la responsabilisation, l'inclusion et la culture.

Pour Bessette et Rajasunderam (1996, p.15), la participation active des citoyens dans les processus de prise de décision et de gestion des projets d'intérêt public n'est possible qu'avec l'inclusion des populations locales dans toutes les phases. De plus, le dialogue bidirectionnel est plus favorable à un échange d'informations entre les autorités et les citoyens afin de mieux identifier et comprendre les besoins et les attentes des populations (Bessette, 2004, p.64). En effet, dans un processus de développement durable, la responsabilisation vise à renforcer la capacité des citoyens à des décisions éclairées. Ainsi, l'empowerment (atonomisation) est perçu comme un cheminement qui permet aux populations et

communautés de prendre en main leur propre développement (Bacqué et Biewener, 2013). La communication participative met un point d'honneur sur l'inclusion de tous les groupes sociaux (Besette, 2004, p. 68).

La communication participative joue un rôle clé dans l'appropriation des politiques publiques en Afrique. En effet, selon les travaux de Laré Batouth Penn (2021) dans le cadre du Plan National de Développement (PND) du Togo, cette approche, fondée sur l'échange et le dialogue, permet aux populations de s'approprier les projets de développement.

Comme il souligne, la communication participative ne se limite pas à une simple transmission d'informations, mais elle vise à créer un « espace public » au sens habermassien, où les citoyens peuvent s'approprier la sphère publique (Habermas, 1987, cité par Penn, 2021, p. 133). Cette perspective est essentielle pour comprendre les enjeux du PND togolais, où les approches communicationnelles adoptées par le gouvernement restent souvent superficielles et peu inclusives. Il s'inspire également des recherches de Tremblay (1999) et Makosso (2014) pour qui, la communication participative prône un développement endogène et durable, en intégrant les besoins et les contributions des populations locales dès la conception des projets (Penn, 2021, p. 134).

Cependant, dans le cas du PND togolais, les activités de communication se situent principalement au niveau macrosocial et se réduisent à une « transmission indifférenciée de l'information » (Penn, 2021, p. 133). Les populations, bien que conscientes de l'existence du PND, en ignorent souvent les contenus et les objectifs, comme le révèlent les enquêtes de terrain

Ainsi, pour remédier à cette situation, Penn (2021, p. 140) suggère plusieurs stratégies :

La répétition des messages, l'utilisation des langues locales, l'implication des leaders d'opinion.

Par ailleurs pour cet auteur, une communication participative efficace doit dépasser par des études ethnologiques et sociologiques préalables, ainsi que par une approche interactionniste inspirée de Weber.

Cette vision de la communication participative comme fondement d'appropriation des politiques publiques trouve un écho dans les travaux de Kpangba et Bongba (2020) sur les projets de développement à Yamoussoukro. Selon eux, la communication participative est une « approche interactive et multidirectionnelle » qui favorise le dialogue entre les parties prenantes et les bénéficiaires, renforçant ainsi la transparence et l'efficacité des projets (p. 327). Leur analyse rejoint celle de Makosso (2014), pour qui cette approche permet de « susciter la confiance et l'appropriation » en intégrant les populations dès la phase de conception (cité par Kpangba et Bongba, 2020, p. 327).

Pour Kpangba et Bongba (2020), la communication participative est un « processus interactif dans lequel les participants échangent des idées, des connaissances et des valeurs en vue d'une compréhension commune des problèmes et d'une action collective » (p. 336). Cette communication impose la nécessité d'une approche bottom-up prônée par Paolo Freire (1974) « organiser la population en groupes qui discutent de leur propre réalité pour ensuite agir sur celle-ci » (cité par Kpangba et Bongba, 2020, p. 329).

En définitive, les travaux de Bessette et Rajasunderam (1996), de Makosso (2014), de Kpangba et Bongba (2020) et de Penn (2021) démontrent que la communication citoyenne et publique, en intégrant les populations à chaque niveau (dimension participative), est essentielle pour assurer une gestion durable des infrastructures routières et d'assainissement. Appliquée à Bouaké, cette approche participative pourrait pallier les défis d'appropriation, de responsabilité, tout en renforçant la transparence entre acteurs publics et communautés locales. Comme le soulignent ces auteurs, seule une implication systématique des citoyens via des mécanismes de dialogue et d'implication garantira des infrastructures pérennes, répondant aux besoins réels de la ville.

1-2- La communication citoyenne

Définie comme un processus d'échange et d'interaction, la communication citoyenne vise à renforcer la participation des citoyens aux affaires publiques. Selon Andreani et al (2007, p. 3), elle permet de « créer un lien social entre les citoyens et la société civile, en dépassant le cadre strictement institutionnel pour inclure des interactions ouvertes et participatives ». Pour ces auteurs, la communication citoyenne s'oppose à l'approche top-down, l'information ne doit pas être descendante, mais participative et inclusive entre les décideurs et les populations. Cette pratique renforce l'appropriation des initiatives et actions de développement et l'engagement citoyen.

Dans cette logique d'idée, Dupont (2011, p.186) soutient que « la communication citoyenne repose sur la co-construction du savoir et des actions, où les citoyens ne sont plus de simples récepteurs, mais des acteurs impliqués ». Ainsi, la communication citoyenne facilite et favorise un cadre où les populations sont des partenaires actifs dans la définition et l'exécution des décisions ; condition pour un engagement citoyen réussi.

À ce titre, une bonne communication citoyenne admet la prise en compte de l'appropriation sémantique. C'est-à-dire, la manière dont les citoyens comprennent, interprètent et transforment les discours institutionnels selon leurs réalités quotidiennes. Cette idée est soutenue par Dupont (2011, p. 200) en ces termes « les citoyens ne sont pas de simples consommateurs d'information ; ils s'approprient et transforment les discours pour mieux répondre à leurs attentes et valeurs ». Cette dimension exige que les stratégies de communication s'adaptent aux contextes spécifiques des populations cibles. Par ailleurs, la communication citoyenne exige des autorités, de la transparence et de la redevabilité gage d'une relation de confiance.

En clair, la communication citoyenne dans le cadre de notre recherche permet d'encourager l'auto-organisation et les initiatives collectives et locales en apportant un soutien aux populations pour agir directement sur leur environnement et contribuer à la gestion durable des infrastructures routières et d'assainissement.

2- Méthodologie

Pour explorer les dynamiques de communication citoyenne dans la gestion durable des infrastructures à Bouaké, cette étude a été menée selon une approche mixte, permettant de recueillir les données qualitatives et quantitatives.

2-1-Milieu, type d'étude et population d'enquête

Cette étude a été menée dans la commune de Bouaké, située au centre de la Côte d'Ivoire, une zone marquée par une forte urbanisation et des défis persistants en matière de gestion des infrastructures publiques. Le choix de la ville de Bouaké se justifie par :

- Sa diversité socio-urbaine, ainsi, 10 quartiers ont été étudiés dont «3 précaires ;
- Son histoire post-crise marquée par certaines méfiances institutionnelles continues ;
- Les enjeux et son ambition de ville verte.

De plus, cette ville, en tant que pôle économique et universitaire, est un espace où cohabitent diverses parties prenantes concernées par la problématique de la gestion pérenne des infrastructures routières et d'assainissement hérité de la CAN 2023. Ce sont entre autre : la mairie, le conseil régional, le district, les ministères techniques, la société civile, le citoyen lambda, etc.

La méthode qualitative nous a permis d'analyser les perceptions des populations en ce qui concerne les infrastructures routières, motivations d'engagement citoyen, et interactions entre les différentes parties prenantes (autorités et citoyens). Quant à la méthode quantitative, elle a servi à évaluer le niveau d'implication des citoyens et l'efficacité des dispositifs existants.

La population d'étude est constituée de divers acteurs : citoyens résidant à Bouaké, responsables municipaux, membres d'organisations de la société civile, techniciens en réalisation et entretien d'infrastructures, ainsi que des représentants

d'ONG et d'institutions publiques impliquées dans la gestion urbaine. L'étude s'est déroulée de juin 2024 à janvier 2025.

2-2- Méthode d'échantillonnage

Nous avons combiné deux techniques d'échantillonnage : l'échantillonnage stratifié et l'échantillonnage par réseau. L'échantillonnage stratifié a permis de garantir une représentation équilibrée des différents acteurs impliqués dans la gestion des infrastructures. En parallèle, l'échantillonnage par réseau nous a permis d'accéder à des groupes difficiles d'accès, tels que les décideurs municipaux et les experts en infrastructures.

Un échantillon de 150 individus a été constitué afin d'assurer une représentativité optimale des différents groupes concernés. 10 quartiers ont été étudiés dont 3 zones précaires.

Les entretiens semi-directifs ont été conduits à l'aide d'une grille thématique centrée sur les perceptions citoyennes et les pratiques institutionnelles. Ensuite, les observations ont permis d'identifier les freins et leviers de l'implication citoyenne dans le suivi des infrastructures. Et enfin, les questionnaires quantitatifs ont été validés par un pré-test auprès de 20 répondants pour éliminer les ambiguïtés. Les biais potentiels ont été compensés par l'échantillonnage stratifié.

Notre échantillon d'étude comprend trois catégories d'acteurs :

- Les citoyens résidents (120 personnes)
- Les acteurs institutionnels (10 personnes)
- Les membres de la société civile (20 personnes).

2-3- Analyse des données

L'analyse des données a été réalisée à l'aide des logiciels Sphinx et Excel, facilitant le traitement statistique et la visualisation des tendances observées. Les réponses issues des entretiens ont été soumises à une analyse de contenu afin d'extraire les discours dominants et de dégager les dynamiques de communication à l'œuvre dans la gestion des infrastructures. Cette démarche nous a ainsi permis de mieux comprendre les enjeux liés à la communication citoyenne et au suivi durable des infrastructures routières et d'assainissement à Bouaké.

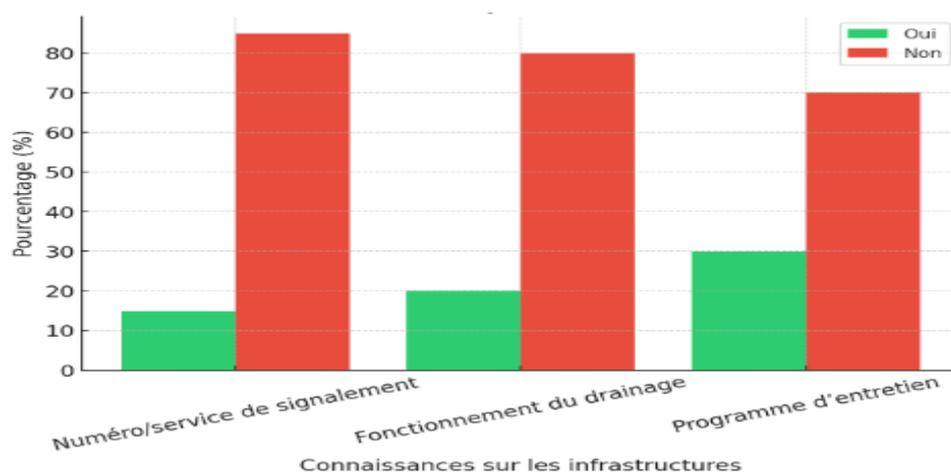
3- Résultats

Les données recueillies auprès des habitants et des acteurs institutionnels révèlent des propensions expressives quant à la connaissance, les comportements et les perceptions des citoyens vis-à-vis des infrastructures routières et d'assainissement.

3-1- Niveau de connaissance des citoyens sur les infrastructures et leur entretien

Les résultats de cette étude mettent en lumière plusieurs constats clés concernant la connaissance des citoyens, leurs pratiques et leurs perceptions relatives à l'entretien des infrastructures à Bouaké.

Figure 1 : Niveau de connaissance des citoyens sur les infrastructures



Source : Notre enquête, Février 2025

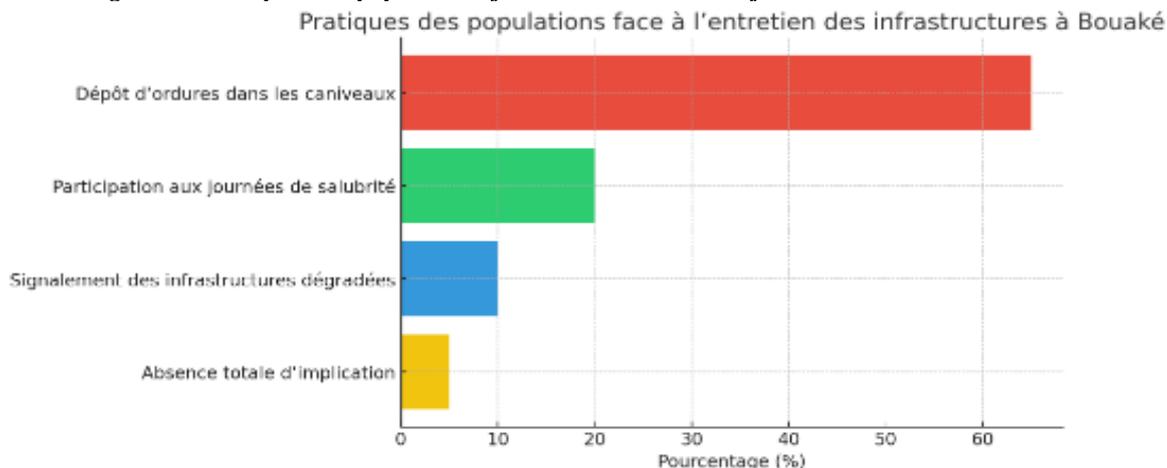
L'étude révèle une fracture cognitive significative entre les infrastructures publiques et leurs usagers à Bouaké, où 80% des citoyens manifestent une méconnaissance des mécanismes de fonctionnement et d'entretien. Cette dissonance cognitive s'ancre dans un paradigme communicationnel institutionnel déficient, caractérisé par : une technicité discursive non adaptée aux profils sociocognitifs des bénéficiaires, une intermittence des campagnes d'information, et une absence de formalisation dans les documents cadres de développement urbain. Ces défaillances systémiques entraînent une difficulté pour les usagers à interagir efficacement avec les infrastructures, compromettant ainsi leur durabilité.

Cette configuration valide empiriquement les postulats de Kra (2014) sur les limites des modèles unidirectionnels en contexte ivoirien, tout en infirmant les principes de la communication participative développés par Bessette (1996). La dissonance observée entre l'offre institutionnelle et les capacités d'appropriation citoyenne illustre parfaitement le concept d'asymétrie informationnelle développé par Stiglitz (1981), à propos des asymétries d'information dans la gestion des biens publics. Elle s'apparente à une sorte de déficit d'agentivité des usagers, réduits à un rôle passif dans la chaîne de maintien et d'appropriation des infrastructures. Le concept d'agentivité développé par Bandura (1986) dans les années 70, est cette capacité humaine à influencer intentionnellement sur le cours de sa vie et de ses actions (Philippe Carré, 2004, p.30).

Cette méconnaissance générale explique en grande partie les pratiques inappropriées observées, où les citoyens, faute d'information, adoptent des comportements contreproductifs pour la durabilité des infrastructures.

3-2- Pratiques et comportements des populations face à l'entretien des infrastructures

La méconnaissance des infrastructures et de leur entretien se reflète directement dans les pratiques et comportements des habitants, comme en témoignent les données quantitatives suivantes.

Figure 2 : Pratiques des populations face à l'entretien des infrastructures à Bouaké

Source : Notre enquête, Février 2025

Les réponses montrent que les comportements négatifs, comme le dépôt d'ordures dans les caniveaux, sont souvent justifiés par l'absence de poubelles publiques et un manque d'attitude responsable. La participation aux journées de salubrité reste faible, et seuls 10 % des habitants prennent l'initiative de signaler les problèmes aux autorités locales. Ces résultats pourraient s'expliquer par quatre facteurs interdépendants. Premièrement, l'échec des canaux de communication traditionnels (80% de méconnaissance des procédures) confirme la distinction de Wolton entre transmission et communication effective. Deuxièmement, les justifications contextuelles (manque de poubelles) illustrent une rationalité adaptative face aux contraintes matérielles (Simon, cité par Sophie Béjean, 1999). Troisièmement, la faible participation reflète une méfiance institutionnelle profondément enracinée (Miège, 2015). Quatrièmement, la problématique de la communication participative.

Cette configuration confirme les principes de la communication participative : l'écart entre connaissance et action (20%/10%) invalide les approches descendantes (Bessette, 1996), tandis que la nature des justifications suggère un potentiel d'engagement sous conditions appropriées (Bacqué, 2013). L'échec des initiatives ponctuelles comme les journées de salubrité plaide pour des mécanismes durables

intégrant pleinement les citoyens (Dupont, 2011), ouvrant ainsi la voie à des solutions ancrées dans les réalités locales comme le souligne Penn (2021).

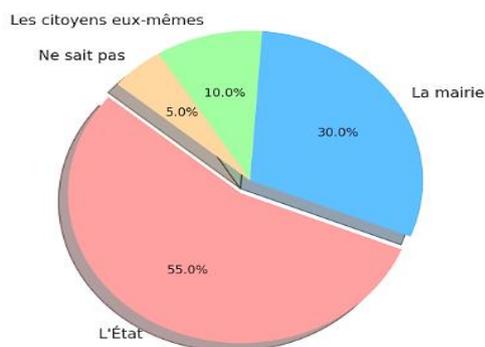
Ces comportements trouvent leur origine dans les perceptions et représentations sociales qui façonnent le rapport des citoyens à l'entretien des infrastructures.

3-3- Perceptions et représentations sociales de l'entretien des infrastructures

Les comportements sont en partie influencés par les perceptions et représentations sociales des habitants, qui considèrent l'entretien des infrastructures comme une responsabilité principalement étatique ou municipale.

Figure 3 : Responsabilité perçue de l'entretien des infrastructures par la population de Bouaké

Responsabilité perçue de l'entretien des infrastructures à Bouaké



Source : Notre enquête, Février 2025

La Figure 3 révèle une représentation sociale dominante où l'entretien des infrastructures est perçu comme une responsabilité exclusivement institutionnelle (État à 55%, municipalité à 30%), tandis que la part attribuée aux citoyens reste marginale (10%).

Cette distribution des rôles, profondément ancrée dans les mentalités, s'analyse à travers trois dimensions clés que sont la conception hiérarchique de la gestion urbaine, les fondements de cette représentation et les conséquences opérationnelles (démotivation, faibles adhésion aux initiatives communautaires).

3-4- Communication citoyenne et engagement dans le suivi des infrastructures

Les perceptions, bien que répandues, sont également façonnées par les canaux de communication disponibles, qui ont un lien avec l'engagement des citoyens.

Tableau 1 : Les moyens d'information privilégiés chez les citoyens

Canaux d'information privilégiés par les citoyens sur l'état des infrastructures	Fréquence (%)
Réseaux sociaux (Facebook)	51 %
Radio locale	19 %
Réunions de quartier	15 %
Aucun canal spécifique	15 %

Source : Notre enquête, Février 2025

Les réseaux sociaux, notamment Facebook, sont les principaux canaux d'information pour la gestion des infrastructures à Bouaké, représentant 51 % des sources utilisées par les habitants pour signaler et discuter des problèmes d'infrastructures. La radio locale suit avec 19 %, qui sensibilise la population à l'état des routes et des caniveaux. Les réunions de quartier, bien qu'efficaces pour organiser des actions locales, restent sous-exploitées (15 %). Enfin, 15 % de la population n'a pas accès à ces informations, ce qui freine leur implication effective. Cette situation révèle un déficit de communication de la part des autorités sur le suivi des infrastructures, créant un manque de transparence et limitant la participation citoyenne à la gestion durable des infrastructures routières et d'assainissement.

3-5- Rôle, perceptions et efficacité des acteurs institutionnels dans la gestion des infrastructures routières et d'assainissement à Bouaké

Tableau 2 : Les moyens d'information

Thème	Propos retranscrits
Rôle et communication avec les citoyens	« On signale des problèmes, mais rien ne bouge. » (Commerçant de Dar-Es-Salam)
Réactivité et gestion des plaintes	« On doit attendre qu'un problème devienne grave avant que la mairie n'agisse. » (Chef de quartier de Koko)
Réactivité et mise en œuvre des projets	« Les travaux prennent trop de temps à cause de la lenteur administrative. » (Habitant de Sokoura)
Allocation des ressources et planification	« Les budgets sont souvent mal définis, ce qui ralentit les projets d'entretien. » (Responsable local de Belleville)
Perception de l'efficacité des autorités	« Les autorités font des promesses mais on n'a rien vu concrètement, alors on finit par oublier. » (Mécanicien à Broukro)
Perception de l'efficacité des autorités	"Je vois parfois des travaux en cours mais je ne sais jamais s'ils vont être terminés ou bien faits." (Étudiante à Ahougnansou)

Source : Notre enquête, Février 2025

Ce tableau révèle la perception largement négative des habitants de Bouaké concernant la gestion des infrastructures urbaines. Les autorités sont perçues comme réactives uniquement en cas de situation grave ou de propagande, avec une communication défailante et un suivi insuffisant des plaintes des citoyens. On observe une quasi-absence d'anticipation dans la gestion des problèmes, ce qui contraint la population à attendre des situations critiques pour toute intervention. La gestion budgétaire et l'allocation des ressources sont également objet de critiques, exacerbant " le manque de confiance" ou "désillusion" envers les responsables politiques. Par ailleurs, la lenteur administrative est jugée comme un obstacle majeur à la maintenance et à la modernisation des infrastructures, alimentant un sentiment général de frustration. Ainsi, ce tableau reflète un scepticisme généralisé vis-à-vis de l'efficacité des autorités locales, qui apparaissent souvent comme peu transparentes et incapables de tenir leurs engagements.

4- Discussion

L'analyse des résultats soulève des questions importantes quant aux niveaux de connaissances, aux pratiques, aux perceptions et à l'efficacité de la communication entre les autorités et les citoyens.

L'étude souligne également une inefficacité de la communication. Comme le souligne Kra (2014), « la communication publique doit répondre à l'obligation d'information du citoyen sur les données et les actions à caractère public ». Or, à Bouaké, cette obligation n'est que partiellement remplie, ce qui explique le faible niveau d'information des citoyens. Dès lors, la communication doit s'inscrire dans un contexte plus large. En effet, « les initiatives de développement ne peuvent réussir sans une implication active des citoyens, fondée sur une information compréhensible et accessible » (Bessette et Rajasunderam, 1996, p. 9). De plus, la mise en place d'une stratégie de communication inclusive apparaît comme une nécessité pour permettre aux habitants de s'approprier les enjeux liés à la gestion durable des infrastructures routières. Par exemple, des campagnes de sensibilisation notamment au moyen de supports visuels simples et de langues locales pourraient faciliter la compréhension des enjeux techniques et encourager une participation plus active. Cette méconnaissance des citoyens se reflète également dans leurs pratiques et comportements face à l'entretien des infrastructures.

L'analyse des pratiques révèle une tension fondamentale entre comportements observés et exigences de gestion durable. Les données montrent que 62% des citoyens pratiquent le dépôt sauvage d'ordures, tandis que seulement 10% s'engagent dans le signalement des problèmes.

L'analyse des comportements citoyens face aux infrastructures urbaines à Bouaké met en évidence une rationalité située (Thévenot, 2006), où l'absence de poubelles traduit une adaptation pragmatique aux contraintes locales, rejoignant les travaux d'Abolou (2016) sur les « adaptations créatives » en contexte africain. Ce constat dépasse une lecture simpliste de l'irresponsabilité citoyenne pour révéler une économie pratique, dictée par la rareté des ressources. Toutefois, l'échec des

dispositifs de participation, illustré par un faible taux de signalement (10 %), interroge la démocratie participative. Les résultats confirment également les critiques d'Arnstein (1969) sur la « participation instrumentale » et les « simulacres participatifs » (Abolou, 2016) dans les politiques urbaines africaines. Une lecture écosystémique de cette problématique s'impose, intégrant les déficits matériels (manque de poubelles), les fractures cognitives (méconnaissance des procédures) et les ruptures relationnelles (méfiance institutionnelle), selon le modèle de « vulnerability analysis » de Bankoff (2001). Pour dépasser ces limites, trois perspectives émergent : un design institutionnel adapté, inspiré des « arenas hybrides » (Callon et al., 2001, cité par Abolou 2020), combinant outils digitaux et espaces physiques de concertation ; une pédagogie urbaine contextuelle, ancrée dans l'empowerment local (Bacqué, 2013), pour favoriser l'éducation civique territorialisée ; une gouvernance réflexive, basée sur les « communautés de pratique » (Wenger, 1998), permettant un processus d'apprentissage institutionnel continu et partagé. En clair, ces données invitent à dépasser la « faute citoyenne » pour adopter une approche relationnelle de la gestion urbaine, où les savoirs d'usage deviennent des leviers de gouvernance (Abolou, 2016).

Par ailleurs, l'analyse des perceptions citoyennes à Bouaké révèle une prédominance majoritaire (85%) d'une conception étatique de la gestion infrastructurelle. Cette mentalité s'inscrit dans la continuité des approches développementalistes critiquées par Abolou (2016) comme relevant d'un « comparatisme déclaratoire » où les populations sont perçues comme bénéficiaires passives plutôt qu'actrices du développement. Cette représentation sociale dominante trouve ses racines dans ce que Miège (1989) qualifie d'« artifice des politiques publiques », où la communication verticale a institutionnalisé une culture de dépendance. Les conséquences opérationnelles sont claires : démobilisation citoyenne et faible adhésion aux initiatives communautaires, comme en témoignent nos données quantitatives.

Ce constat sur les représentations sociales interpelle les dispositifs communicationnels en place et leur efficacité.

La prédominance des réseaux sociaux (51%) comme principal canal d'information, suivis de la radio locale (19%) interpelle. En effet, cette configuration confirme partiellement les thèses de Bessette (2004, p. 15) sur l'émergence d'espaces publics alternatifs, mais révèle aussi leurs limites. Comme le note Abolou (2020), ces outils numériques, bien que largement adoptés, ne remplissent pas leur potentiel participatif et reproduisent souvent une logique descendante de la communication unidirectionnelle. Le faible taux de participation aux réunions de quartier (15%) et l'absence d'accès à l'information pour 15% de la population illustrent l'échec des modèles CPD (Fraser 1998, cité p. 2) à créer un véritable dialogue. Cette réalité engendre ce que Nwosu (1995, p. 5) qualifie de « parallélisme affligeant » entre institutions et citoyens. Ces dysfonctionnements communicationnels alimentent une crise de confiance envers les institutions, comme en témoignent les perceptions négatives des acteurs locaux.

Les entretiens révèlent une défiance généralisée envers les autorités locales, perçues comme réactives uniquement en cas de situation critique. Les propos recueillis (« On signale mais rien ne bouge », « les travaux prennent trop de temps ») corroborent les analyses de Servaes (1996, cité p. 3) sur les limites des approches top-down. Cette crise de légitimité s'explique par plusieurs facteurs : opacité budgétaire, lenteur administrative, et absence de mécanismes de redevabilité. Pour Abolou (2020), ces dysfonctionnements illustrent les impasses des « Interventions multiples sur les terrains du Sud » qui négligent l'appropriation locale. Nos données quantitatives et qualitatives convergent pour montrer comment cette défiance institutionnelle paralyse la gestion pérenne des infrastructures. Face à ce constat, quelles alternatives théoriques et pratiques peuvent être envisagées ?

Abolou (2020) dans ses études sur la communication et développement suggère trois pistes de transformation complémentaires. Premièrement, la pédagogie des opprimés de Freire (1974) permettrait de dépasser les représentations passives

par des « cercles de culture » autour des enjeux infrastructurels. Deuxièmement, une hybridation des canaux communicationnels, combinant outils digitaux et stratégies participatives inspirées du marketing social intégré (OMS, 2013, p. 8), pourrait renforcer l'engagement. Troisièmement, comme le préconise Bessette (2004), l'institutionnalisation de médiateurs locaux et de mécanismes de co-gestion s'avère indispensable. Ces propositions s'inscrivent dans la perspective des capacités de Sen (2003), visant à transformer les « médias civiques » en « médias de la citoyenneté » (Abolou 2020).

Conclusion

Cette étude révèle les complexités et les défis majeurs que pose la communication citoyenne dans la gestion durable des infrastructures routières et d'assainissement en Côte d'Ivoire, avec un focus particulier sur la ville de Bouaké. Nos recherches, s'appuyant sur les travaux fondamentaux de Wolton (2004) concernant la nature interactive de la communication, ainsi que sur les théories de la communication participative développées par Bessette et Rajasunderam (1996), démontrent que les processus communicationnels actuels ne parviennent pas à instaurer un véritable dialogue entre les différents acteurs impliqués.

Comme l'a souligné Miège (2015), les asymétries de pouvoir et les inégalités d'accès aux technologies numériques constituent des obstacles majeurs à une participation citoyenne effective. Ces constats trouvent une résonance particulière dans le contexte de Bouaké. Nos observations confirment que les campagnes de sensibilisation, souvent irrégulières et mal adaptées au contexte local, n'atteignent pas leurs objectifs en matière de mobilisation citoyenne durable.

Le travail d'Abolou (2016) sur la « citoyenneté de parole » en Afrique éclaire particulièrement notre analyse en révélant le caractère souvent symbolique de l'engagement citoyen lorsque les mécanismes institutionnels ne permettent pas une réelle concertation. À Bouaké, cette situation se traduit par une méconnaissance généralisée des infrastructures et de leurs mécanismes d'entretien parmi les habitants,

ainsi que par la persistance de pratiques anti-citoyennes comme l'utilisation des caniveaux en tant que dépotoirs.

Comme le note Penn (2021), la gouvernance participative ne peut devenir effective sans un renforcement des dispositifs d'intermédiation. Ce constat est particulièrement pertinent dans le contexte ivoirien où, comme l'a observé Niamkey (2024) dans ses travaux sur la communication interculturelle, les approches standardisées montrent leurs limites face à la diversité des réalités locales.

Pour répondre à ces défis multidimensionnels, nous proposons une approche intégrée qui combine : une réforme des cadres normatifs pour institutionnaliser des dispositifs permanents de concertation citoyenne, s'inspirant des principes de la communication participative (Bessette et Rajasunderam, 1996) ; l'adoption de stratégies de communication adaptées au contexte local, intégrant notamment des supports visuels simples et l'usage des langues vernaculaires, comme le préconise Niamkey (2024) ; le développement de plateformes numériques inclusives permettant un véritable dialogue bidirectionnel entre les autorités et les citoyens.

Une plus grande transparence dans la gestion des budgets et des projets d'infrastructure

Ces propositions s'inscrivent dans la perspective tracée par Wolton (2004) qui envisage la communication comme un processus complexe d'interactions sociales, tout en tenant compte des spécificités du contexte ivoirien telles que documentées par Kra (2014) et Abolou (2016).

En conclusion, cette étude démontre que la gestion durable des infrastructures à Bouaké - et plus largement en Côte d'Ivoire - nécessite une transformation profonde des pratiques communicationnelles. Il s'agit de passer d'un modèle descendant et ponctuel à une approche participative, inclusive et adaptée aux réalités socio-culturelles locales. Comme l'ont montré nos différents auteurs de référence, cette transition ne pourra s'opérer sans un engagement fort des institutions et une reconnaissance de l'expertise citoyenne dans la gestion des biens communs.

Références bibliographiques

ABOLOU Camille Roger (2016), *la Citoyenneté de parole en Afrique*, Paris, l'Harmattan.

BESSETTE Guy et RAJASUNDERAM Céline (Dir), *Communication participative pour le développement : le développement, un Agenda Ouest-Africain*, Ottawa, CRDI, 1996.

BESSETTE Guy. (2004). *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication pour le développement*, Laval, Presses de l'Université Laval.

BOAD, 2015. Étude sur l'entretien routier dans les pays de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) : Bilan des 50 dernières années et perspectives.

BOUCHARD-BASTIEN Emmanuelle., et al. « Chapitre 16. Participation citoyenne ». *Environnement et santé publique Fondements et pratiques*, Presses de l'EHESP, 2023. p.433-453.

DUPONT Olivier (2011). *La communication citoyenne : quels investissements sociaux et appropriations sémantiques par les acteurs de la communication ?* Recherches en communication, n°35, pp. 186-192.

HOULLIER-GUIBERT Charles-Edouard. « Evolution de la communication territoriale : les limites de l'idéologie de la proximité ». *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2009/1 Volume 2009, 2009. p.45-61. CAIRN.INFO, shs.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2009-1-page-45?lang=fr.

Infrastructure de la Côte d'Ivoire : Une perspective continentale, Disponible sur :https://library.pppknowledgelab.org/attached_files/translations/57/original/AI-CD-CDI-Rapport-Pays.pdf?1466190752.

KPANGBA Boni Hyacinthe et BONGBA Eppié Hugues Pamphile (2020), « Adoption de la communication participative et traçabilité des projets de développement à Yamoussoukro », *Akofena*, Spécial n°3, pp. 323-340.

KRA Kouassi Raymond (2014). La communication publique dans les administrations publiques ivoiriennes : état des lieux, in *Communication en Question*, numéro spécial, pp. 62-77.

Ministère de l'environnement (Côte d'Ivoire), 1996 : *le livre blanc de l'environnement de Côte d'Ivoire*. Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE 1996-2010), 255 pages.

Ministère des Infrastructures Économiques, 2017 : Constat d'impact environnemental et social (Cies) des sous-projets d'aménagement de la traversée de la ville de Bouaké et de l'aire de repos au corridor nord.

PENN Laré Batouth (2021), « Communication participative et appropriation du plan national de développement du Togo », *Communication et organisation*, N°60, pp. 133-146.

Plan National de Développement (PND) 2021-2025 - une côte d'ivoire solidaire : résumé synthétique, disponible sur : <https://www.gouv.ci/doc/1646220586pnd-2021-2025-une-cote-d-ivoire-solidaire-resume-synthetique.pdf>.

SANÉ Malick, « Infrastructures, commerce intra-africain et développement économique en Afrique », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 21 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5793> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5793> pp 55-60.